



CCI FRANCE  
MADAGASCAR

# L'ÉCO

## de la semaine

---

23 au 29 octobre 2021

Mines & énergie – Offensive de charme de QMM .....	3
Douanes – Impôts : L'étude sur la professionnalisation des administrations maintenue .....	3
Energie - Madagascar a soif d'énergie hydroélectrique .....	4
JME 2021 : Focus sur l'énergie verte .....	4
Flux financiers – Recul des investissements directs étrangers .....	5
Filière bovine - La race locale à améliorer impérativement .....	5
Volontariat : 11 jeunes Malgaches en mission en France cette année .....	6
Construction et bricolage – ABC s'associe à Bricorama .....	6
Vélo : Un moyen de transport plus économique et écologique .....	7
Banque africaine de développement - A la recherche de 300 entreprises à soutenir .....	7
Edgard Razafindravahy – Les spéculateurs du ciment avertis .....	8
SME Business Linkage : Un nouveau programme de soutien aux 300 MPME .....	8
Facilité élargie de crédit : le déblocage de 69 millions USD, attendu .....	9
Reprise économique - La Banque mondiale craint le pire face au changement climatique .....	9
Électricité pour tous – 40 millions de dollars de crédit pour les kits solaires .....	10
Telma TV : Une nouvelle application pour la télé partout et à tout moment .....	10
Cadrage macro-économique – Un taux de croissance de 3,5% selon le FMI .....	11
Journées internationales des régions SOFIA : 3ème région d'accueil .....	11
Ouverture de la liaison Paris-Tanà - Les vols affichent complet jusqu'à la fin de l'année .....	12
Secteur pêche et aquaculture : les acteurs informels prolifèrent .....	12
Nouvelle approche – La bancassurance prend forme .....	13
Salon de l'habitat : Des projets verts pour un développement harmonieux .....	13
Développement des régions: le Premier ministre mobilise les partenaires .....	14
Relance économique – Une aubaine pour Atsimo Andrefana .....	14
Projet REfrAME : Les entités de gestion des frontières mieux équipées en matériels de prévention de la Covid-19 .....	15
COP 26: le Medd entend porter la voix des VOI .....	15

## « Les risques environnementaux et sociaux dans le cadre de la finance verte »

une conférence présentée par Madame **Agnès JOIGNEREZ**,  
(experte internationale en risques environnementaux)

Le lundi **8 novembre 2021** à **10H** la **CCIFM**. Conférence accessible via **ZOOM**.



\*Inscription gratuite et lien ZOOM à l'adresse communication@ccifm.mg auprès de Mr. Lalaina

## Mines & énergie – Offensive de charme de QMM

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 23 OCTOBRE 2021

*Qit Madagascar Minerals, QMM, doit négocier un nouvel accord de coopération avec l'État malgache. La firme canadienne tente de séduire son partenaire.*

Serein et dispo. David Alexandre Tremblay, directeur général des opérations de Rio Tinto QMM, n'a aucune raison de trembler. Même si des critiques fusent sur les réseaux sociaux selon lesquelles, QMM n'a versé qu'une infime partie des bénéfices que cette entreprise a engrangés par l'exploitation de l'ilménite de Tolagnaro. « Sur un projet de quarante ans de cette envergure, il est utile de voir le tout dans son ensemble. Au lieu de ramener et de réduire les discussions sur les dividendes, les taxes, les impôts et les royalties. Des dividendes, il y en aura », souligne-t-il. « Les pourparlers avec les autorités ont débuté depuis le mois de février et peuvent s'étaler sur douze mois ».

Avant de citer quelques chiffres essentiels. « Un milliard de dollars investis, 2 000 emplois directs et 11 000 autres indirects, 98% de la main-d'œuvre d'origine malgache, 2,5 millions de dollars par an engloutis pour la préservation de l'environnement, 400 000 jeunes plants mis en terre... C'est dire si cette entreprise a plusieurs autres facettes. Toute une économie locale et nationale s'articule autour d'elle », répond David Alexandre Tremblay.

Pour témoigner sa volonté d'accompagner l'actuel régime dans son programme « d'offrir l'électricité pour tous », QMM a apporté une contribution de 25 000 dollars pour l'acquisition et l'installation de cent-trente lampadaires solaires pour l'éclairage public des communes rurales de Tolagnaro, d'Ampasy Nahampona et de Sarisambo. Les premières installations sont prévues au mois de novembre. La signature de la Convention y afférente



David Alexandre Tremblay reste serein.

a été effectuée lors de la célébration de la Journée mondiale de l'énergie, entre le ministre de tutelle Andry Rajoelina, et Jessica Ranohefy, directrice des relations entreprises chez QMM.

### Neutralité carbone

En plus, QMM va concrétiser le projet d'énergie renouvelable qui va servir quatre vingt mille habitants de Tolagnaro. Et changer leur quotidien. Tout a été bouclé par la signature d'un Accord le 26 juillet dernier. La production sera de 8 MW d'énergie solaire et 12 MW avec les éoliennes. Soit 100% des besoins de QMM pendant la période de pointe, 60% de sa consommation annuelle. Par l'installation de dix-huit mille panneaux solaires et quatre générateurs à turbine éolienne. « D'ici 2023, nous visons la

neutralité carbone », prévoit David Alexandre Tremblay. Une initiative appréciée par Andry Rajoelina qui croit « en l'objectif présidentiel d'augmenter la production électrique, et passer de 16 à 40% la couverture en la matière de la population est réalisable ».

Et pour couronner le tout, dans son élan de générosité, QMM a primé les trois lauréats du Concours sur des projets d'électrification des localités isolées. La palme d'or est revenue à Mandimbisoa Ramalasisitraka et sa collègue. Ils ont transformé la canne à sucre en bioéthanol pour alimenter en électricité le village de Madirobe, commune d'Ankarongana, district d'Antsiranana II, de la région Diana. De telle réussite prête à l'optimisme.

## Douanes – Impôts : L'étude sur la professionnalisation des administrations maintenue

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 23 OCTOBRE 2021

Comme elle l'avait promis lors de sa prise de fonction, la ministre de l'Economie et des Finances est ouverte au dialogue dès qu'il s'agit des intérêts du département dont elle a la charge. Elle l'a encore montré hier en recevant les représentants des syndicats pour évoquer justement ce projet de professionnalisation qui est l'un des motifs évoqués par le SEMPIDOU pour justifier la grève de deux jours que ce syndicat des douaniers a décrétée. La plus grande décision prise à l'issue de cette rencontre a été, sans conteste, le maintien de l'étude en question. Par contre, les syndicats peuvent proposer une étude contradictoire qui sera confrontée avec celle qui est déjà en cours. Histoire en somme de trouver la meilleure option pour atteindre les objectifs d'amélioration de ces deux directions générales en charge de la collecte des recettes publiques. Rindra Hasimbelo Rabarininarison a tenu

à mettre les points sur les "i" concernant certains aspects de cette étude sur les options de professionnalisation. « Il n'est pas question d'enlever aux administrations fiscales et douanières, leurs attributions en matière de collecte des recettes », a-t-elle rassuré. Bref, il n'y aura, en aucun cas, une privatisation des douanes et des impôts.

Ce dialogue a, en tout cas, eu le mérite d'avoir écarté les zones d'ombre sur ce projet qui est encore au stade d'étude. La grève de deux jours étant finie, tous les services des bureaux des douanes reprendront leurs activités dès lundi. Un "ouf" de soulagement pour les usagers, notamment les opérateurs économiques qui ont fait les frais de ces deux journées de perturbation.

# Energie - Madagascar a soif d'énergie hydroélectrique

HARY RAKOTO | LA VERITE | 23 OCTOBRE 2021

Economique et respectueuse de l'environnement, l'énergie obtenue à partir des sources hydroélectriques peine pourtant à percer dans la Grande île. C'est le constat sur lequel se rejoignent la majeure partie des participants à la célébration de la Journée mondiale de l'énergie qui s'est tenue hier à Anosy. Particulièrement dépendante des combustibles fossiles, notamment le pétrole et le charbon, Madagascar espère une concrétisation réelle du concept de transition énergétique. Cependant, le chemin est encore loin, selon l'observation des acteurs dans ce secteur précis.

Face à cette dépendance énergétique, les énergies renouvelables représentent une option sérieuse, dans la mesure où le pays dispose d'un fort potentiel dans ce domaine, notamment en termes d'hydroélectricité. Pour l'instant, avec la réalisation en cours de quatre projets de barrage à Volobe, Ranomafana, Antetetzambato et à Sahofika, la Grande île espère augmenter de manière significative, allant jusqu'à dépasser un millier de mégawatts, ses futures productions énergétiques d'origine hydraulique. En attendant que les infrastructures soient opérationnelles, l'impatience se reflète jusqu'aux consommateurs finaux qui subissent de plein fouet le coût de cette dépendance à l'énergie fossile.

Il s'avère que les langues se délient. « Nous sommes toujours au même stade. Jusqu'ici, l'Etat et le consortium



désigné pour construire le barrage de Sahofika n'ont pas encore pu trouver de terrain d'entente sur le prix d'achat du kilowattheure. Certes, le prix plafond a été convenu entre les deux parties. Cependant, cela ne doit pas être celui que l'on imposera aux consommateurs finaux. Il s'agit pour l'Etat de trouver un consensus de tarifs qui conviendra au pouvoir d'achat des Malagasy », explique un responsable au niveau du secteur énergétique. Même constat en ce qui concerne le projet Volobe, dans la Région d'Atsinanana, dont la mise en service opérationnelle - initialement prévue en 2023 - est maintenant décalée en 2025 du fait du retard pris dans la signature du contrat de concession et du contrat d'achat d'électricité.

Outre Volobe, d'autres projets dits « petits hydro » sont aussi à recenser dans tout le pays comme « Tsinjoarivo

», « Namorona2 », « Andranomamofona » ou encore « Farahantsana », sans compter « Sahofika » avec sa projection de puissance de 192 mégawatts et qui aura un apport conséquent par rapport à l'approvisionnement en électricité sur le réseau interconnecté d'Antananarivo, tout en améliorant les conditions sociales des populations vivant dans les localités environnantes avec la construction de nouvelles infrastructures routières.

Tous ces projets font partie du Plan de développement à moindre coût (PDMC), une politique adoptée par le Gouvernement dans le secteur de l'énergie. Pourtant, malgré toutes ces annonces de projet d'amélioration, la situation stagne et jusqu'à présent la compagnie nationale de l'eau et de l'électricité doit encore se reposer sur une majorité de source thermique.

## JME 2021 : Focus sur l'énergie verte

ANTSIA R. | MDII MADAGASIKARA | 25 OCTOBRE 2021

La Journée mondiale de l'énergie (JME) a été célébrée le 22 octobre dernier. À cette occasion, une manifestation a été organisée au Carlton Anosy, dans le cadre de laquelle 38 participants issus du secteur énergie et d'autres entreprises convaincues de l'importance de l'énergie verte, ont participé à une exposition en stands. « CGHV participe à cette JME dans l'objectif de démontrer davantage notre volonté de concrétiser notre engagement qui est d'accompagner notre pays vers la transition énergétique. Ce projet sera une solution inclusive et durable nous permettant de redynamiser le tissu économique local, régional et national. Sans oublier sa contribution à la lutte contre le changement climatique », ont affirmé les représentants de la société CGHV chargée de la mise en œuvre du projet d'aménagement de



centrale hydroélectrique de Volobe, lors de la visite de la délégation officielle composée du ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, ainsi que de la représentante de la Banque mondiale. Par ailleurs, trois projets innovants

ont été récompensés lors de la JME au Carlton Anosy. D'autres projets sont également nés, comme celui relatif à l'électrification rurale, initié dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de tutelle et Rio Tinto QMM.

# Flux financiers – Recul des investissements directs étrangers

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 25 OCTOBRE 2021

Si les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds s'améliorent, les investissements directs étrangers, IDE, se font plutôt désirer.

2020, l'année de la crise sanitaire ne peut être prise comme référence. N'empêche, des handicaps persistent et des atouts sont à faire valoir pour attirer les IDE, la clé de voûte pour gagner la lutte contre la pauvreté grandissante de la population. Les IDE créent des emplois et stimulent les revenus. Les IDE sont plus que nécessaires à l'heure où la relance de l'économie a sonné. Mais leurs valeurs étaient en recul selon les rapports d'un organisme international qui a mené une étude sur le cas de Madagascar. «

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la CNUCED, le pays a reçu 359 millions USD d'entrées d'IDE en 2020, contre 474 millions USD en 2019, en raison de la crise économique mondiale déclenchée par la pandémie de Covid-19. Le stock d'IDE a atteint 8,3 milliards USD en 2020. Le gouvernement malgache a promulgué diverses réformes, visant notamment à améliorer le climat des affaires, afin d'attirer les investisseurs. Trois réformes se démarquent : la création d'entreprises, l'octroi de permis de construire et le commerce transfrontalier. Cependant, les zones économiques spéciales n'ont pas attiré suffisamment d'investissements durables et de qualité. La France, Maurice, la Chine et les États-Unis restent les principaux investisseurs du

pays ».

Cette étude a aussi dévoilé « qu'en 2018, un accord a été signé entre l'Agence malgache de développement économique et de développement des entreprises (AMDP) et le consortium chinois Taihe Century Investments Developments co. Ltd. L'accord porte sur un investissement global de 2,7 milliards USD sur dix ans, ciblant six projets, en particulier dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture, de la lutte contre la pêche illégale, des chantiers navals et des centres de loisirs ». Cet accord explique, en partie, la présence des navires industriels chinois pêchant dans les eaux territoriales de Madagascar, signalés par des images satellitaires il y a quelques mois. Ils agissent ainsi en toute légalité même si le contenu des accords passés entre les deux parties n'a jamais été rendu public.

La CNUCED reconnaît, par contre « qu'aucune loi n'interdit ou ne limite les investissements étrangers dans le pays mais de nombreux obstacles rendent l'investissement difficile. Madagascar possède un potentiel naturel énorme, mais la qualité médiocre et coûteuse des infrastructures, l'accès limité au crédit et aux instruments financiers, ainsi que la définition médiocre des titres de propriété sont autant d'obstacles à l'investissement. L'instabilité politique et la corruption ont bloqué tous les investissements publics et provoqué le départ de nombreux investisseurs. Bien que la loi malgache traite de manière



Les industries textiles sont parmi les durement touchées durant la crise sanitaire.

égale les investisseurs étrangers et les investisseurs locaux, les sociétés étrangères font souvent l'objet de poursuites pénales pour des impôts douteux, des violations du droit du travail ou d'autres motifs »

Avant de remarquer « que la nouvelle administration du président Andry Rajoelina a promis de relancer l'économie et a souligné l'importance d'améliorer le climat des affaires et des investissements, citant la croissance tirée par le secteur privé comme moteur du développement économique futur. Rejetée trois fois par l'Assemblée nationale, une loi sur le recouvrement des avoirs illicites a été adoptée en 2019. Dans le rapport Doing Business 2020 publié par la Banque mondiale, Madagascar se classait toujours au 161ème rang sur 190 économies ».

Depuis, la Banque mondiale a décidé de modifier ce procédé d'évaluation à cause des falsifications des données statistiques de certains pays. Pour aspirer vers eux des IDE.

## Filière bovine - La race locale à améliorer impérativement

HARY RAKOTO | LA VERITE | 25 OCTOBRE 2021

Prohibitif ou presque, avec un prix qui varie autour de 14 000 ariary le kilo, la viande de bœuf n'est plus accessible à la majorité des consommateurs. La viande de zébu est devenue un luxe qui deviendra sous peu une rareté si la filière ne s'améliore pas. En effet, si autrefois, le cheptel bovin de Madagascar se comptait pour le triple de la population au début de la période post-coloniale, depuis la filière n'a cessé de régresser, faute d'alimentation et de soins vétérinaires adéquats. Plus de consommateurs, donc, mais de moins en moins de produits.

C'est, en partie, l'une des explications de la hausse incessante du prix de la viande bovine sur le marché local. Raison pour laquelle l'insémination artificielle pour l'amélioration de la race bovine malagasy a été lancée officiellement par le vice-ministre en charge de l'Élevage dans le Fokontany de Zatobe,



Commune de Marotampona, District de Tsiroanomandidy, Région de Bongolava. L'insémination artificielle utilisant la race de qualité « Limousine » vient en réponse à la régression du poids du zébu malagasy qui ne pèse en moyenne que 200 à 250 kg présentement. Ainsi, cette technique de reproduction

assistée permettra d'augmenter le gabarit de la descendance de 450 à 500 kg, d'obtenir un gain de capital et un surplus de revenus pour les producteurs et éleveurs, mais aussi une meilleure qualité de viande pour les consommateurs.

## Volontariat : 11 jeunes Malgaches en mission en France cette année

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 25 OCTOBRE 2021

*C'est encore loin d'être un équilibre parfait. Mais la réciprocité s'installe petit à petit en matière d'échange de volontaires entre la France et Madagascar.*

Chaque année, ils sont au moins 400 volontaires français à effectuer une mission à Madagascar. La précision a été donnée lors de la conférence de presse donnée par France Volontaire, mercredi dernier à l'IKM Antsahavola. Et ce à l'occasion de la Journée du Volontariat français

### Coopération décentralisée

Le réciproque est vrai mais avec un certain déséquilibre en termes de chiffre. En effet, depuis 2016 ou l'association France Volontaires Madagascar a adopté la politique du Volontariat de réciprocité, des jeunes malgaches ont eu la chance d'effectuer des missions en tant que volontaires en France. Et ce, avec un statut d'engagés du service civique pour participer à des projets d'accueil. Ainsi, depuis 2016, une vingtaine de jeunes Malgaches ont effectué des missions dans l'Hexagone. Au mois de novembre prochain, 11 autres jeunes partiront en France pour les mêmes missions de volontariat, pour lesquelles ils auront entre 6 et 12 mois pour vivre cette expérience de volontariat français qui leur permettra d'élargir leur horizon. Ces jeunes participeront notamment à des programmes de coopération décentralisée entre des régions malgaches et françaises. C'est le cas notamment entre la région Diana et le Finistère ainsi que l'Alaotra Mangoro et l'Ille et Vilaine. Agés entre 18 et 25 ans, ces jeunes effectueront leurs missions



dans des églises ou des centres de loisirs et sportifs en France.

### Village associatif

Pour en revenir à la Journée du Volontariat Français, France Volontaires a opté pour différentes initiatives et actions. Outre l'atelier organisé à l'IKM, une célébration sur le terrain a eu lieu vendredi dernier au lycée Raombàna Anosy Avaratra (RN3), en partenariat avec divers acteurs mobilisant des volontaires, mais aussi avec les jeunes collégiens et lycéens, volontaires nationaux de demain. Une journée qui a tourné autour du thème : « Le volontariat : initiatives et actions pour une société plus résiliente et plus juste ». Grâce au concept « village associatif », une dizaine d'organismes ont ainsi pu contribuer à travers leurs actions, appuyées par des volontaires français, au renforcement des capacités de résilience des populations. Il s'agit notamment de Graines de bitume, ATD Quart Monde, Kiadin'i

Madagasikara, Fanilon'i Madagasikara, Grandir Dignement, Planète Urgence, Accesmad, ONG Tsimoka, IECD, CNPC, Coopération Région Nouvelle Aquitaine - Itasy, Espace Volontariats de France Volontaires Madagascar. En signe de solidarité, ces jeunes ont également réalisé une fresque murale à plusieurs mains. Une visite des infrastructures réhabilitées au sein du lycée Raombàna, grâce à un fonds alloué à France Volontaires - par l'Ambassade de France a également eu lieu. Le clou de la célébration était, sans conteste, les animations culturelles et linguistiques qui ont démontré les talents des jeunes de la Troupe Astan de Graines de Bitume qui ont réalisé avec brio un spectacle de cirque sur les thèmes du développement durable et de la citoyenneté.

Notons que France Volontaires est une association née en 2009. Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - elle est la plateforme française des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité. Elle réunit l'Etat Français, des collectivités territoriales et une trentaine d'associations françaises pour promouvoir et développer les engagements volontaires et solidaires à l'international. L'Espace Volontariats - outil permettant à France Volontaires de réaliser ses missions - informe, oriente et met en réseau les acteurs du volontariat à Madagascar.

## Construction et bricolage – ABC s'associe à Bricorama

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 26 OCTOBRE 2021

Feride Ismael, PDG du Groupe SIRR, la maison mère d'ABC a prononcé un court discours de circonstance durant son allocution à l'inauguration du « ABC by Bricorama » hier à La City Ivandry. « Un « supermarché » de la construction et du bricolage pouvant accueillir dès ce jour ses nombreux clients dans un vaste magasin de 5000 m2 avec 40 000 références d'articles », selon Feride Ismael. Qui, au passage, mise sur un rapport qualité/prix défiant toute concurrence, lancé comme un défi. « Des produits reconnus sur le plan international » affirme-t-il.

Le directeur général, Karim Abraham, de cet immense édifice, abonde dans le même sens. « Nous avons répondu à la demande croissante et aux besoins toujours variés, exprimés par la clientèle. Avec le concept du libre-service. Suivant le triptyque je vois, je comprends et je prends. Nous allons aussi mettre l'accent sur la formation de notre personnel pour qu'il soit aussi performant que possible ».

ABC offre déjà toutes les disciplines de la construction: luminaires, outillages, matériaux, peintures, décorations, cuisines, salles de bains, carrelages, menuiseries, plomberies, paysages, électricité, quincailleries, sidéurgies,



Karim Abraham le DG de ABC by Bricorama répond aux questions des journalistes.

domotiques... Il se renforce avec l'expertise et l'expérience de Bricorama.

# Vélo : Un moyen de transport plus économique et écologique

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 26 OCTOBRE 2021

*De nombreux initiateurs ont lancé la vulgarisation de l'utilisation du vélo comme moyen de transport à Madagascar.*

Parmi lesquels, on peut citer, entre autres, l'association OP 500 Environnement et Xcountry VTT Madagascar ainsi que l'association ASA SOA France-Madagascar. Ils ont créé, dernièrement, un premier événement incitant tous les citoyens à faire du vélo. En effet, « nous sommes convaincus que c'est un moyen de transport plus économique et écologique. Si l'on fait une comparaison avec les autres véhicules et motos, on n'a pas besoin d'effectuer des dépenses de carburant. Ce moyen de locomotion contribue également à la protection de l'environnement étant donné qu'il ne dégage pas de gaz carbonique polluant notre atmosphère », d'après les explications de l'artiste de renom Hanitra Rasoanaivo, qui plus est la fondatrice de l'association OP 500 Environnement.

**Pistes cyclables.** Force est de reconnaître que de nombreuses grandes villes dans le monde, comme Londres, Amsterdam et même Paris, utilisent le vélo city comme moyen de locomotion. C'est d'ailleurs très prisé par toutes les catégories de population. A Madagascar, ces promoteurs interpellent l'Etat, notamment la Commune urbaine



Les initiateurs qui ont créé le premier événement incitant tous les citoyens à faire du vélo à Antananarivo.

d'Antananarivo, pour mettre en place des pistes cyclables pour les pratiquants de vélo. « Nous voulons également faire connaître aux automobilistes l'existence des pratiquants de vélo sur la route », a-t-elle poursuivi. Il est à noter que de nombreux citoyens utilisent le vélo comme moyen de transport, et ce, depuis bien des années, dans les grandes villes à Madagascar comme Antsirabe et Toamasina. Un vététiste a témoigné que le vélo permet d'éviter les embouteillages monstres dans la Capitale. « Je peux faire à vélo un trajet entre Fenomanana, mon lieu de

résidence et Ampasanimalo, mon lieu de travail, en l'espace de 15 minutes seulement contre plus d'une heure en voiture », exprime-t-il.

**Activités rentables.** Il faut savoir également que de nombreuses personnes ont utilisé le vélo durant la période de confinement à Madagascar. « Certains l'ont pratiqué pour faire des livraisons en y installant un porte-bagage tandis que d'autres l'ont utilisé pour rejoindre leurs bureaux faute de moyen de transport en commun ou bien pour faire les courses. Ceux qui sont passionnés de vélo l'ont utilisé pour faire des randonnées. Après cette crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, ils ont maintenu ces activités qui s'avèrent rentables. Des taxi-vélos ont même été développés durant cette période de confinement. De notre côté, nous promovons les randonnées en VTT dans des circuits touristiques au profit des touristes nationaux et internationaux », a soulevé Mac Nicolas, un guide vététiste. Par ailleurs, d'aucuns reconnaissent les avantages que procure la pratique du vélo surtout pour la santé et l'environnement.

# Banque africaine de développement - A la recherche de 300 entreprises à soutenir

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 26 OCTOBRE 2021

1,4 million de dollars à dispatcher, soit environ 5,4 milliards d'ariary. Dans le cadre du projet «Business Linkage Programme», la Banque africaine de développement (BAD) accordera ce financement afin de soutenir la croissance des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) à Madagascar, et ce jusqu'en 2023. L'appel à candidature des entreprises, souhaitant bénéficier de financement, a donc été officiellement lancé hier. En tout, le projet entend soutenir 300 entreprises réparties dans les quatre coins du pays et dirigées majoritairement par des jeunes et des femmes. D'après le responsable du projet, «toutes les entreprises, tous secteurs d'activités confondus, peuvent participer tant qu'elles correspondent aux critères déjà en place». Pour pouvoir bénéficier du programme, l'entreprise doit donc avoir existé depuis plus de deux ans, avec des employés entre cinq et 100, et un chiffre d'affaires d'au moins 40 millions d'ariary.



Outre le financement, ce soutien se traduira également par l'initiation à l'entrepreneuriat pour les dirigeants

mais aussi la mise en relation des MPME avec des grandes entreprises, de futurs clients. «Le «Business Linkage Programme» est une plateforme numérique reliant les grandes entreprises aux MPME. Dans ce sens, les grandes entreprises y répertorieront leurs besoins en matière d'achats et d'externalisation qui seront ensuite accessibles aux MPME formées. Cela améliorera notamment l'accès des fournisseurs aux opportunités commerciales, tout en instaurant une confiance dans la chaîne d'approvisionnement» explique la BAD. Le comité qui choisira les entreprises bénéficiaires sera ainsi composé par le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation, celui de l'Agriculture et de l'Elevage ainsi que les Chambres de commerce et d'industrie, sans oublier les groupements d'entreprises comme le SIM (Syndicat des industries de Madagascar) ou encore le GFEM (Groupement des femmes entrepreneures de Madagascar).

# Edgard Razafindravahy – Les spéculateurs du ciment avertis

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 26 OCTOBRE 2021

*Edgard Razafindravahy ne lâche rien. Il a réaffirmé sa volonté de lutter contre la hausse injustifiée des prix. Comme ceux du ciment.*

Fermeté et détermination. De la part du ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy, face à la montée incompressible des prix des matériaux de construction. Surtout ceux du ciment et du fer. « Ceci vaut avertissement aux spéculateurs qui font grimper ces prix » a-t-il asséné en prenant la parole à l'inauguration du magasin ABC by Bricorama, hier à la City Ivandry. Le ministre a exhorté Feride Ismael, président directeur général du Groupe SIRR, Sociétés d'investissements et de représentations régionales, auquel appartient ABC à prendre ses responsabilités dans la lutte contre l'inflation. Auparavant il l'a félicité « pour avoir franchi cette étape ».

« De cette alliance entre ABC et Bricorama, j'en attends trois retombées essentielles. D'abord, les créations d'emplois qui assurent une existence décente, par l'ouverture d'autres

magasins et l'offre d'autres services. Puis, la baisse de ces prix suscités afin de soulager le pouvoir d'achat des consommateurs. Enfin, la promotion des produits locaux sous le label « Malagasy ny antsika ». Vous savez mieux que quiconque qu'on ne peut développer le pays sans une industrialisation à l'échelle nationale. J'espère voir très bientôt dans vos rayons les articles des Zones pépinières industrielles, ZPI, que nous commençons à instaurer ».

## Objectif atteint

En filigrane de ce partenariat entre ABC et Bricorama, Edgard Razafindravahy voit transparaître « la confiance des investisseurs étrangers au pays. Leurs apports financiers sont utiles et nécessaires pour soutenir la croissance économique. Il s'agit aussi de la concrétisation des pourparlers organisés entre opérateurs économiques francophones à Paris au à la fin du mois d'août. Sous l'égide du Medef, avec une participation effective



du président de la république, Andry Rajoelina. Bricorama est une des enseignes françaises la plus connue. Si l'objectif a été d'attirer des capitaux français, il a été atteint » soutient-il. Cet événement atteste aussi que la reprise des activités économiques commence à être ressentie dans divers secteurs. Hajo Andrianainarivelo, ministre de l'Aménagement du territoire et des services fonciers, Naina Andriantsitohaina, maire de la capitale, des diplomates accrédités à Antananarivo, ont honoré de leur présence cette cérémonie inaugurale.

# SME Business Linkage : Un nouveau programme de soutien aux 300 MPME

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 OCTOBRE 2021

*Un nouveau programme intitulé « SME Business Linkage » a été lancé hier à l'hôtel Carlton.*

Ce programme est financé par la Banque africaine de Développement (BAD) à hauteur de 1,43 millions de dollars. L'objectif consiste à soutenir environ 300 MPME (Micros, Petites et Moyennes Entreprises) sélectionnées dont au moins 40% d'entre elles sont dirigées par des femmes et des jeunes. « À travers ce programme, ces petits entrepreneurs seront mis en liaison avec les grandes entreprises opérant dans le même secteur, et ce, par le biais de l'établissement de liens commerciaux, afin de promouvoir la création d'emplois tout en réduisant les inégalités et la pauvreté à Madagascar. Après leur sélection, les dirigeants de ces MPME bénéficieront d'une séance de formation en entrepreneuriat qui leur permettra de mieux analyser leurs forces et leurs faiblesses tout en prenant conscience des améliorations nécessaires afin de fournir des biens et services de qualité », a expliqué hier le représentant résident de la BAD à Madagascar, lors du lancement de ce nouveau programme qui va s'étendre jusqu'en décembre 2023.

**Garantie de crédit.** Toujours dans le cadre des diagnostics, des visites d'entreprise sont prévues afin d'établir des analyses sur les compétences en



matière de gouvernance, de gestion, de production, de marketing, de finance et de productivité. Et selon les points à améliorer, ces MPME bénéficieront ensuite de formations en termes de compétence managériale, de coaching et de mentorat avant le renforcement de leur capacité de production. Et parlant de l'établissement des liens commerciaux entre les MPME formées et les grandes entreprises, une plateforme en ligne sera ainsi mise en place afin que ces premières puissent s'informer et répondre aux besoins qui y sont inscrits par les secondes. Mais ce n'est pas tout ! Un système de garantie de crédit sera instauré avec

les banques locales partenaires dans le but de faciliter l'accès au financement des dirigeants des MPME formés et ayant obtenu des contrats avec des grandes entreprises. Il faut savoir que ce nouveau programme « SME Business linkage » sera piloté par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation. « Cela permettra de contribuer à la réalisation de la vision de développement de Madagascar tout en luttant contre l'inflation et la dépendance du pays en importation des produits surtout alimentaires », a conclu le ministre de tutelle, Edgar Razafindravahy.



# Facilité élargie de crédit : le déblocage de 69 millions USD, attendu

RIANA R. | LES NOUVELLES | 27 OCTOBRE 2021

*Le Fonds monétaire international (FMI) vient d'achever une mission relative à la première revue du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (Fec) à Madagascar, le 25 octobre. Cette première revue devrait permettre le décaissement d'une deuxième tranche de financement de 48,88 millions de DTS (près de 69 millions de dollars) après approbation du conseil d'administration de l'institution.*

Le FMI note une reprise progressive de la croissance à Madagascar après la crise du Covid-19. Toutefois, la pauvreté et la famine dans le Sud qui se sont aggravées durant cette crise, nécessitent une action politique forte pour stimuler des dépenses sociales.

« Après une contraction de 7,1 % du PIB en 2020, l'économie malgache se redresse progressivement. La croissance devrait atteindre 3,5% en 2021, soutenue par les secteurs miniers, textile et des services. Les tensions sur les prix des denrées alimentaires sont réapparues, appelant à une action politique rapide pour soutenir les pauvres. L'objectif de déficit primaire intérieur de 2,5 % du PIB en 2021 devrait être atteint. La dette publique restera contenue à environ 50 % du PIB », peut-on lire dans le communiqué de fin de mission du FMI.

Pour soutenir la reprise économique, les missionnaires du FMI et les autorités malagasy ont, entre autres, discuté de l'augmentation des recettes fiscales et douanières qui devrait permettre d'accroître l'espace budgétaire de l'Etat. La lutte contre la fraude et la poursuite des réformes déjà entamées au niveau de l'administration fiscale et douanière



feront partie des mesures à prendre. Il en est de même pour la revue des régimes d'exonération fiscale coûteux, mais aussi la limite des transferts aux entreprises publiques, la maîtrise de la masse salariale et le coût des retraites.

## **Réduire les risques budgétaires**

Les sujets brûlants concernant la Jirama, la compagnie Air Madagascar et le prix du carburant, sont à nouveau revenus sur le tapis. A ce sujet, la FMI encourage la restructuration de la Jirama pour renforcer sa situation financière et permettre un meilleur service.

A propos de la situation actuelle d'Air

Madagascar, le FMI note que l'injection d'argent public vers cette société d'Etat devrait attendre la finalisation et l'approbation de son plan d'affaires. Quant au prix du carburant, un plan de mise en œuvre d'un mécanisme de tarification automatique des carburants et des filets de sécurité sociale renforcés, est actuellement en cours d'élaboration.

En termes de bonne gouvernance, le FMI annonce qu'il attend « avec impatience » les résultats de l'audit sur les dépenses liées au Covid-19 pour cette année.

# Reprise économique - La Banque mondiale craint le pire face au changement climatique

HARY RAKOTO | LA VERITE | 27 OCTOBRE 2021

Sombre perspective. La nouvelle série de rapports Groundswell Africa, publiée aujourd'hui par la Banque mondiale à la veille de la 26e session de la Conférence des Nations unies sur le climat (COP 26), annonce que le changement climatique pourrait contraindre 86 millions d'Africains à migrer au sein de leur propre pays d'ici 2050 et peser sur les perspectives de reprise du continent.

Selon ce rapport, des foyers de migration climatique pourraient apparaître dès 2030, avant de s'étendre et de s'intensifier par la suite. Cette situation forcerait 32 millions de personnes en Afrique à migrer à l'intérieur de leur pays d'ici 2050. Pour ce qui est du cas de la Grande île, ces phénomènes de migration ne se sont pas fait attendre. En effet, même si ce phénomène de migration climatique n'est pas nouveau dans le pays, il s'est toutefois accentué cette année. Selon les autorités, 30% de la population de quelques Communes du Sud de Madagascar ont commencé à migrer vers le Nord et l'Ouest du pays depuis 2015 à ce jour. Malgré la mise en place récemment du Centre de commandement opérationnel Kere (CCOK), la population, lasse de la récurrence de la sécheresse et de la famine, tente de trouver des solutions ailleurs. Face à ce phénomène, le Gouvernement a décidé de mettre en place un comité interministériel pour soutenir les migrants.

## **Investissement résilient**

Un suivi et une assistance pour les migrants dans les endroits

qu'ils ont choisi pour s'installer, notamment dans le Nord ou dans la Région de Bongolava, sont ainsi prévus. Les effets graduels du changement climatique, comme la pénurie d'eau, la baisse de productivité des cultures et des écosystèmes, l'élévation du niveau de la mer et les ondes de tempête contraindront de plus en plus les populations à migrer. Certains territoires deviendront moins hospitaliers sous l'effet du stress thermique, des événements météorologiques extrêmes et de la perte de terres. D'autres, en revanche, pourraient devenir plus attractifs en raison des changements induits par le climat, comme la hausse des précipitations. S'ils ne sont pas maîtrisés, ces bouleversements risquent non seulement d'entraîner des flux migratoires, mais aussi d'accentuer les vulnérabilités existantes et d'aggraver la pauvreté et les situations de fragilité, conflit et violence. « Les investissements dans la résilience et l'adaptation sont à même de promouvoir les industries vertes, et lorsqu'ils sont associés à des investissements dans la santé, l'éducation, l'économie numérique, l'innovation et les infrastructures durables, ils offrent également un formidable potentiel pour créer des emplois adaptés aux défis climatiques et stimuler la croissance économique », affirme Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et australe.

# Électricité pour tous – 40 millions de dollars de crédit pour les kits solaires

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 27 OCTOBRE 2021

Une marge de progression à exploiter. Le taux d'accès à l'électricité à Madagascar est encore d'une faiblesse inquiétante. 16% de couverture dont une grande partie dans les zones urbaines, laissant les bleds perdus dans l'obscurité la plus totale. Accroissant davantage les difficultés économiques, les fractures sociales et devenant une source d'insécurité. Lors de la célébration de la Journée mondiale de l'énergie, le ministre de tutelle, Andry Ramaroson, a souligné que « la Jirama n'est pas seule dans les efforts à consentir pour augmenter ce taux. Afin d'atteindre les 40% à l'horizon 2023 ». Parmi les options qui s'offrent, les kits solaires hors réseaux commencent à être adoptés par les foyers malgaches. Faciles à installer et à entretenir, cette solution bénéficie d'une ligne de crédit consistante de la part de la Banque mondiale. Un détour dans son stand à la Journée mondiale de l'Énergie du vendredi 22 octobre, au parking de l'hôtel Carlton à Anosy a permis d'en savoir davantage.



Il a été expliqué par ses responsables que « L'OMDF soutient les acteurs du marché désireux de démarrer et d'accroître la distribution des produits solaires certifiés par Lighting Global/Verasol à Madagascar. Sous forme d'un financement basé sur les résultats. Des crédits destinés aux entreprises et aux institutions financières ».

Sur le plan pratique, « il est piloté par le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures, financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 millions de dollars, géré par Bamboo capital partners, en partenariat avec la banque Société générale Madagascar ». Le

Fonds vise à équiper 300 000 foyers sur un potentiel client de 2,5 à 5 millions de ménages sur la décennie selon la Banque mondiale. L'OMDF s'étale jusqu'en juin 2024.

La société Baobab+ Madagascar, qui a fêté ses cinq ans d'existence du côté d'Ambodivonkely Ambohimanarina vendredi dernier, peut être citée comme exemple de réussite dans cette collaboration. Elle a eu le soutien financier d'OMDF. Et a pu vendre 110 000 kits solaires, touchant 120 000 foyers selon les explications de son directeur général Giulla Lenne Venance. Un bilan encourageant.

## Telma TV : Une nouvelle application pour la télé partout et à tout moment

R. EDMOND | MIDI MADAGASIAKARA | 28 OCTOBRE 2021

*Un smartphone et une puce Telma. Et c'est tout pour avoir la télé partout et à tout moment. Telma lance actuellement sa nouvelle application Telma TV pour permettre aux usagers de suivre des programmes de télévision en permanence.*

Disponible sur les réseaux 4G et 5G, cette nouvelle application est téléchargeable sur Android et iOS et permet aux clients de Telma d'accéder à près de 67 chaînes de télévision en direct et en qualité haute définition. Un accès illimité à un bouquet de 14 chaînes de télévision sera inclus gratuitement dans la nouvelle gamme de forfaits lancée simultanément. « Telma TV, c'est l'opportunité de découvrir une multitude de chaînes passionnantes, spécialisées sur des thématiques aussi diverses que le divertissement, le sport, l'information. Il y en a pour tous les âges et pour tous les goûts », indique l'opérateur.

### Convergence

Trois forfaits seront disponibles au lancement : le pack gratuit de 14 chaînes, le pack First de 35 chaînes et le pack premium de 67 chaînes qui s'enrichiront pour offrir encore plus de chaînes et de contenus variés. « Notre volonté est d'offrir à tous nos clients, quel que soit leur budget, le meilleur du numérique, et nous leur réservons de nouvelles surprises pour le mois de décembre », affirme Patrick Pisal-Hamida, Administrateur Directeur Général du groupe Telma. Telma TV sera une convergence de plusieurs



Patrick Pisal-Hamida, Administrateur Directeur Général de Telma

performances. « Elle répond aux plus hauts standards d'interface TV mobile, et est conçue pour être plus simple, plus accessible et plus intuitive. », explique le numéro Un de Telma. D'où la signature de cette nouvelle marque fille de Telma : « Safidiko tsootra malagasy ». Le forfait d'entrée est à 1 000 ar et inclut l'accès à 35 chaînes avec une heure de visionnage sur le réseau mobile. « Grâce à ces forfaits tout

compris, plus besoin de se préoccuper de la consommation de data, juste profiter des meilleures émissions », explique le Directeur général de Telma qui rappelle ainsi la volonté de Telma d'offrir le meilleur du monde digital à tous les Malgaches. « Vous payez en une seule fois l'accès à l'offre Telma TV et le data correspondant », confirme Patrick Pisal-Hamida. L'application est disponible depuis le 26 octobre dernier.

# Cadrage macro-économique – Un taux de croissance de 3,5% selon le FMI

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 28 OCTOBRE 2021

Déjà un précieux indice pour le projet de loi de finances initiale, PLFI. Le Fonds monétaire international, FMI, table sur un taux de croissance de 3,5% de l'économie.

Un avenir moins sombre. La reprise des activités économiques qui s'amorce, après l'année internationale du coronavirus et ses mesures restrictives ayant tout bloqué sur leur passage, l'exercice en cours devrait être clôturé par un résultat positif. « Après une contraction de 7,1 % du PIB en 2020, l'économie malgache se redresse progressivement. La croissance devrait atteindre 3,5% en 2021, soutenue par les secteurs minier, textile et des services. Les tensions sur les prix des denrées alimentaires sont réapparues, appelant à une action politique rapide pour soutenir les pauvres. L'objectif de déficit primaire intérieur de 2,5 % du PIB en 2021 devrait être atteint. La dette publique restera contenue à environ 50 % du PIB » analyse Frédéric Lambert, chef de mission de revue du FMI pour Madagascar, dans sa déclaration finale publiée avant-hier. Les concepteurs du PLFI 2022 doivent en tenir compte.

Pour ce qui est du taux prévisionnel de croissance, en valeur absolue « équivaldrait à une progression de 10,6% ». Du moins pour ceux qui adorent le raisonnement par l'absurde en mathématiques pures, au service des débats improductifs sur les réseaux sociaux. Plus pragmatiques et réalistes, les conclusions de Frédéric Lambert, n'ont pas retenu le tourisme comme un des leviers de cette croissance de l'économie, en termes réels du PIB. Alors que ce secteur indissociable des transports aériens a toujours apporté une grosse part de briques dans l'édifice. Il a tout à fait raison. Les retombées économique et financières



Le tourisme n'a pas été pris en compte dans cette prévision de croissance.

de la réouverture des frontières, un peu tardives mais compréhensibles face à la menace du mal qui rôde, ne devraient être ressenties qu'à l'année prochaine.

## Meilleures réputations

Les mines, avec les productions d'Ambatovy, servies par des cours en hausse du nickel sur les cotations du marché international, le textile et habillement, drapés des meilleures réputations à l'étranger par la qualité des produits et de la main-d'œuvre directe, doivent tirer vers le haut cette croissance par la voie des exportations. La faiblesse chronique de l'ariary face à l'euro et au dollar sur le baromètre du Marché interbancaire de devises, rend compétitifs les produits made in Madagascar à l'export.

Quant aux services, en l'occurrence les télécommunications et ses multiples déclinaisons, ils sous-tendent à

l'intérieur cette espérance. Tout en aspirant des capitaux propres, par un environnement jugé propice aux investissements. Par exemple, les grands noms de l'outsourcing déjà présents, prévoient d'accentuer leur présence par la construction de nouvelles plateformes. Entendre des vastes bureaux, cloisonnés en box, pour call-center. Ce sous-secteur très dynamique envisage de recruter dans les 30 000 jeunes sur le court terme.

Le FMI a ainsi cerné les contours essentiels du PLFI. Avec d'autres préoccupations. Comme la mobilisation des recettes publiques. En toile de fond(s) les réformes des Administrations douanières et fiscales. En dépit de la réticence des syndicalistes. Mais aussi l'augmentation conséquente des budgets alloués aux secteurs sociaux. Tout un programme, en somme.

## Journées internationales des régions SOFIA : 3ème région d'accueil

VELO GHISLAIN | MA-LAZA | 28 OCTOBRE 2021

Le premier ministre Christian Ntsay, à la tête d'une délégation gouvernementale, a ouvert à Antsohihy, les « journées internationales de la région » pour le compte de la région SOFIA, après les régions Analamanga et Itasy.

Les JIR sont des événements promotionnels initiés par le ministère des affaires étrangères, en collaboration avec le ministère de l'intérieur et de la décentralisation. Le projet vise, entre autres, à réduire l'écart de développement entre les régions, à faire connaître la région hôte et ses potentialités aux partenaires techniques et financiers, bilatéraux et multilatéraux, à promouvoir les produits et savoir-faire régionaux, et à inciter les investisseurs locaux et/ou internationaux à investir dans la région.

Durant les trois journées de l'événement, les autorités régionales sont chargées de présenter les différents projets de développement prioritaires aux PTF, les opportunités



d'investissements et les potentialités économiques et commerciales de leur région respective.

## Ouverture de la liaison Paris-Tanà - Les vols affichent complet jusqu'à la fin de l'année

HARY RAKOTO | LA VERITE | 28 OCTOBRE 2021

Précieux sésame. La ruée vers les billets d'avion pour la liaison entre Antananarivo et la Capitale française se confirme. Selon une agence de voyage basée à Paris, les places sur la compagnie nationale française sont toutes réservées jusqu'à la fin de l'année. Pour rappel, Air France propose une fréquence de deux vols passagers et un vol cargo par semaine en partance de Paris pour Antananarivo et trois vols passagers depuis la Capitale malagasy jusqu'à Paris. Pour ce qui est d'Air Madagascar, cette même agence de voyage de préciser que le remplissage des vols Paris-Tanà est en bonne voie tandis que les réservations sur la ligne Tanà-Paris peinent à décoller. « Selon nos projections, d'ici le début décembre, les réservations sur la ligne Paris-Tanà seront « full » tandis que le voyage en sens inverse ne trouve pas encore beaucoup de preneurs en termes de réservation de billet. La raison étant que le traitement des visas reste sur le statu quo par rapport à la période antérieure à la pandémie », explique notre responsable d'agence. En effet, les procédures de traitement des dossiers de visa n'ont pas évolué jusqu'à présent. Le niveau de complexité reste le même pour un Malagasy désireux d'aller en France comme la simplicité des procédures pour un Français de venir à Madagascar est toujours la même. De plus, selon les explications de certains tour-opérateurs étrangers,



ils peinent à vendre rapidement les places sur la liaison Paris-Tanà de la compagnie malagasy car cette dernière n'est pas en mesure de fournir des informations en temps réel en réponse aux demandes de renseignement des clients potentiels.

### Stratégie agressive

« Les clients n'ont pas l'assurance quant à la fréquence ou encore la disponibilité des vols tant pour la liaison internationale que les vols locaux. Prenons l'exemple d'un touriste en provenance de Paris qui désire séjourner à Mahajanga et qui n'a aucune idée de la disponibilité de la liaison Ivato-Ambovovy alors qu'il embarque depuis CDG Paris. On comprend qu'il puisse avoir un sentiment d'hésitation lors de la confirmation de la réservation sur Air Madagascar », déplore notre responsable d'agence. En alternative

à cette situation, ces professionnels du voyage préconisent d'adopter une stratégie de vente un peu plus agressive, notamment en renouant sur les partenariats avec les compagnies étrangères en proposant des liaisons assurant un post acheminement à travers le système de « code share ». « La compagnie nationale gagnerait à établir une table ronde avec les « vendeurs de place » en Europe pour mettre une stratégie de vente plus efficace sur la liaison en profitant de la ruée après l'ouverture prochaine des frontières. De cette manière, on pourra directement proposer à un voyageur en provenance, par exemple, des Etats-Unis, de venir à Madagascar en transitant par Paris sans pour autant se soucier des détails de ce transit en achetant un seul et unique billet direct », suggère l'agence de voyage parisienne.

## Secteur pêche et aquaculture : les acteurs informels prolifèrent

ARH | LES NOUVELLES | 28 OCTOBRE 2021

La pêche et l'aquaculture contribuent au PIB de Madagascar à hauteur de 5,5%. Toutefois, la dégradation des habitats et les surexploitations risquent d'engendrer le tarissement irréversible des ressources.

A la suite de la crise sanitaire liée au Covid-19 ayant duré près de deux ans, le secteur pêche et aquaculture a été fragilisé, tout comme les acteurs. Cette situation a également favorisé la prolifération des acteurs informels. Etant donné l'importance des emplois

générés par la pêche et l'aquaculture, «il est temps d'édifier ce secteur pour devenir un grand pilier de l'émergence économique de Madagascar», a indiqué le ministère de la Pêche et de l'Economie bleue (MPEB).

Face à cette situation, les acteurs de toute la chaîne de valeur ont besoin d'une redynamisation de l'offre mais aussi de la demande. Le ministère, par le biais de l'Agence malagasy de la pêche et de l'aquaculture (AMPA) organisera la «Foire des produits

halieutiques» à partir de demain jusqu'à dimanche au palais des Sports et de la culture Mahamasina, pour une première édition.

Cette manifestation économique ambitionne de devenir une plateforme de partage de bonnes pratiques et des innovations (structurelles, juridiques et techniques) autour du secteur. La foire veut ainsi assurer la visibilité des activités liées à la pêche et l'aquaculture et promouvoir l'économie bleue, tout en renforçant la synergie entre les acteurs.

## Nouvelle approche – La bancassurance prend forme

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 29 OCTOBRE 2021

Intérêts communs. Allianz Madagascar et Baobab Banque Madagascar ont scellé un partenariat, à Ankondrano avec pour objectif d'élargir la gamme de produits à travers la bancassurance. Cette initiative vient renforcer l'engagement collectif des deux parties pour offrir un plus large choix de produits en matière d'assurance à toute la population malgache. Ainsi que des solutions pour se prémunir contre les aléas de la vie.

La bancassurance, en vogue ailleurs, joue un rôle majeur dans l'accompagnement de ceux évoluant dans les principaux secteurs de la vie économique du pays. Le présent partenariat vient répondre aux attentes exprimées de la clientèle de Baobab Banque en s'appuyant sur l'une des principales compagnies d'assurance à Madagascar.

Ainsi, Baobab Banque Madagascar en partenariat avec Allianz Madagascar offre des garanties aux emprunteurs en cas de décès ou d'invalidité absolue et prend en charge les frais de santé consécutifs à un accident.

### Près de clients

Ce partenariat concerne ainsi deux



gammes de produits qui visent à protéger les personnes ainsi que leurs activités: l'assurance garantie accident de la vie, pour garantir le versement par Allianz d'un capital en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive du souscripteur et des membres de sa famille, suite à un accident. L'assurance titulaire de compte, pour garantir le versement par Allianz d'un capital en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive du titulaire d'un compte courant ou d'épargne.

Comme le précise le directeur général de Baobab Banque Madagascar, Hugues Bonshe Makalebo, « ce partenariat avec Allianz Madagascar permettra à la banque d'offrir plus d'accompagnement, pour activement

améliorer les conditions de vie de la population malgache avec des produits qui les protègent ».

Baobab Banque Madagascar est une banque internationale installée à Madagascar depuis 15 ans, filiale du Groupe Baobab dont le siège social se trouve en France et opère dans neuf pays dont le Sénégal, Mali, République Démocratique du Congo, Tunisie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Nigeria, Chine et Madagascar. La banque compte à ses jours quarante agences, six cent cinquante employés, trois cents points correspondants, deux cent vingt mille clients et est présente dans trente villes sur le territoire national.

De son côté, Allianz Madagascar occupe la troisième place du marché avec une part de 12,08% en 2019 (activité vie et non-vie confondues). Présent sur la Grande île depuis 2006, son portefeuille s'est diversifié au fil des années et la compagnie d'assurance a pu s'adapter aux caractéristiques du marché local tant en termes de tarifs que d'approches techniques pour être au plus près des besoins des clients.

## Salon de l'habitat : Des projets verts pour un développement harmonieux

C.R. | MA-LAZA | 29 OCTOBRE 2021

Un thème spécifique a été choisi pour la 23ème édition du salon de l'habitat qui se tiendra du 4 au 7 novembre prochain au Forello Expo, de Tanjombato. « Cette 23ème édition, sous le parrainage constructif du secrétariat d'Etat chargé des nouvelles villes et de l'habitat, sera l'occasion d'insuffler un nouveau dynamisme à la filière BTP, que notre organisation propose de relayer tout au long de l'année sur la plateforme digitale eHabitat », a indiqué hier Michel D. Ramiamanana, promoteur du salon, lors d'un point de presse qu'il a donné au NextA d'Andranomena.

Les promoteurs de l'événement ambitionnent de poursuivre leur travail de sensibilisation, engagé avec le concours actif du ministère de l'environnement et du développement durable, aux démarches et process éco responsables des opérateurs économiques de Madagascar. « Plus rien ne peut se faire si l'on ne prend pas en compte l'environnement », s'est exprimé Michel D. Ramiamanana, président de l'agence Première Ligne. Le MEDD promeut le concept d'éco-village et de village durable. L'entreprise



Run Dong, pour sa part, envisage de partager ses offres exceptionnelles en termes d'immeubles verts, d'énergie verte... durant ce salon.

Le secrétariat d'Etat chargé des nouvelles villes et de l'habitat entend, par ailleurs, développer une véritable collaboration entre tous les acteurs concernés de la filière BTP et des infrastructures. Gérard Andriamanohisoa a précisé que « ayant la charge de développer les nouvelles

villes, mon département souhaite entrer en relation avec toutes celles et ceux qui ont déjà instruit des solutions adaptées à la problématique du logement à Madagascar. S'agissant d'un secteur qui s'est avéré particulièrement résilient à la crise Covid-19, nous souhaitons que ceux-ci soient attentifs au volet environnemental de leur projet, un postulat indispensable au développement harmonieux de nos futures cités ».

## Développement des régions: le Premier ministre mobilise les partenaires

J; P; | LES NOUVELLES | 29 OCTOBRE 2021

« Intéressons-nous à la région Sofia », a déclaré, hier, le Premier ministre Christian Ntsay, lors d'une rencontre avec les partenaires techniques et financiers présents à la troisième édition des « Journées internationales des régions », dans la capitale de la Sofia, Antsohihy.

Comme le chef du gouvernement l'a rappelé, il s'agit d'un événement important aussi bien pour la population de cette localité que pour les membres du secteur privé locaux. L'appui des partenaires est donc indispensable.

Outre les élus locaux, des représentants du corps diplomatique et des agences de coopération, ont été aperçus à ce rendez-vous. C'est le cas notamment de l'ambassadeur du Japon et de la représentante du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Ces journées sont une occasion pour la région de mettre en avant ses atouts et pour les opérateurs locaux de promouvoir les potentialités de la région en termes de ressources marines, agricoles, minières et en biodiversité.

### Aucune contrée ne sera oubliée

Le chef du gouvernement a réitéré la place stratégique des régions en matière de développement en insistant qu'aucune contrée ne sera oubliée. « Seul, l'Etat central ne pourra pas



développer les régions. Il faut l'appui et la responsabilisation des élus locaux », a-t-il fait savoir, sans oublier de rappeler l'augmentation du budget des gouvernorats de région et l'appui en équipements.

Le développement doit partir de la base, c'est-à-dire des régions, conformément à l'article 153 de la Constitution. En ce sens, « le rayonnement à l'international de Madagascar dépend corrélativement du rayonnement effectif des régions », a indiqué le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Pierre Houlder.

Une visite des stands d'exposition-vente à la Gare routière Bekotrôpaka conduite par le Premier ministre ainsi qu'une rencontre entre la région Sofia et les partenaires techniques et financiers au cours d'un atelier sur « Le nouvel essor agricole dans le sens du développement durable » ont suivi l'ouverture officielle. L'atelier d'informations sur « Les procédures d'importations et d'exportations » ainsi qu'une visite de l'usine « Sahanala » et du centre de reproduction du fuligule étaient également au programme.

## Relance économique – Une aubaine pour Atsimo Andrefana

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 29 OCTOBRE 2021

Atsimo Andrefana est la première région à avoir réalisé la foire des 23 régions. Une foire économique et commerciale qui devait être en simultané avec d'autres régions. L'événement aurait dû être transmis sur les réseaux sociaux et sur écran géant dans d'autres régions. « Pour l'heure, seule Atsimo Andrefana a commencé sa foire. Il n'y a pas lieu de faire une diffusion ailleurs. Toutefois, des images sont tournées et conservées par l'opérateur Telma pour être diffusées plus tard quand d'autres régions auront entamé leurs foires », explique Elijaona Razafitombo, président de la Chambre de commerce d'Atsimo Andrefana, un des organisateurs de l'événement.

### Atouts plus exploités

Un festival des opérateurs dans la ville de Toliara a précédé l'ouverture officielle de la foire « Andrarangy », traduit par « champion », au gymnase couvert de Toliara. Soixante-dix stands exposent leurs offres toutes aussi intéressantes les unes que les autres. Les neuf districts y sont représentés. Benenitra entre autres avec ses laboratoires et diverses autres pierres. Beroroha avec ses légumineuses et Ampanihy avec la dernière version du tapis mohair. Les vertus de la spiruline découvertes dans cette partie sud de l'île,



l'édulcorant produit à Toliara, les spécialistes en goodies et impression sur divers supports, la mode vestimentaire, les circuits touristiques, les coopératives agricoles, les banques et assurances, sont mis au devant de la scène. Les organisateurs attendent de l'affluence jusqu'à dimanche. La région présente effectivement des atouts, encore peu ou mal exploités.

# Projet REfrAME : Les entités de gestion des frontières mieux équipées en matériels de prévention de la Covid-19

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 29 OCTOBRE 2021

*Le projet REfrAME s'inscrit dans le contexte de la lutte contre la Covid-19 où le gouvernement japonais coopère activement avec Madagascar, notamment sous forme de dons en matériels et équipements destinés aux entités intervenant aux frontières.*

Les trois points d'entrée internationaux du territoire, en l'occurrence, les deux aéroports internationaux d'Ivato et de Nosy Be, et le port de Toamasina sont maintenant mieux équipés en termes de prévention et de lutte contre la Covid-19.

## Équipements efficaces

Grâce au projet REfrAME Madagascar (Recover from the Covid-19 Adverse Mobility-restrictions induced Impacts in Madagascar) ou Limiter les effets négatifs induits par les restrictions de mobilité liées au contrôle de la Covid-19, la douane, la police des frontières et la Direction de la veille sanitaire et de la surveillance épidémiologique et Riposte (DVSSER) sont maintenant dotés de matériels et d'équipements efficaces, leur permettant de mieux lutter contre la propagation de la Covid-19. Ces trois entités intervenant aux frontières aériennes et maritimes ont reçu des ordinateurs portables, des imprimantes, des caméras thermiques, des thermomètres infrarouges, des tensiomètres, des gants, des masques, des distributeurs de gel... de la part du gouvernement japonais qui finance le projet REfrAME, mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les matériels ont été livrés avant-hier lors d'une cérémonie qui s'est déroulée à l'aéroport international d'Ivato, lors d'une cérémonie qui a vu la présence du ministre de la Santé publique Zely Arivelo Randriamanantany et de l'Ambassadeur du Japon, Higuchi Yoshihiro. « Ces matériels arrivent à point nommé avec la réouverture actuelle des frontières et ils vont permettre aux entités d'intervention aux frontières, de mieux assurer leurs missions », a



Remise de matériels et d'équipements de prévention à Ivato

déclaré le ministre de la Santé publique. L'Ambassadeur du Japon, a quant à lui, réitéré l'engagement de son pays à appuyer Madagascar dans la lutte contre la Covid-19.

## Relance

Le projet REfrAME entre dans la perspective de la relance des activités aériennes et maritimes par l'ouverture progressive de l'espace aérien malgache. Financé à hauteur de 272 000 dollars US, soit un peu plus d'un milliard d'ariary, le projet est mis en œuvre par l'OIM et vise principalement à soutenir les importants efforts déployés par les autorités malgaches pour endiguer la crise sanitaire de la Covid-19. Et ce, à travers l'amélioration des capacités structurelles et opérationnelles de prévention, de contrôle et de surveillance des entités en charge de la gestion des frontières au niveau des points d'entrée et de sortie d'Ivato, de Nosy Be et de Toamasina. Le projet renforce ainsi

les moyens techniques et matériels ainsi que les systèmes technologiques adaptés à la prévention, la surveillance et le contrôle des maladies par les trois entités concernées. Il s'agit plus particulièrement de mettre à niveau ces matériels, équipements et moyens technologiques. A noter que le gouvernement japonais finance également le projet REAct Madagascar ou « Répondre aux Activités Criminelles Émergentes et autres Menaces Maritimes à Madagascar. Également mis en œuvre par l'OIM, le projet REAct comme son nom l'indique, a pour principal objectif d'appuyer le gouvernement malgache à répondre aux menaces criminelles émergentes en lien avec la gestion des frontières. Avec un financement d'un montant de 96 000 dollars soit environ 365 millions d'ariary, il a notamment permis de monter la première brigade canine au sein de la douane malgache.

## COP 26: le Medd entend porter la voix des VOI

FAHRANARISON | LES NOUVELLES | 29 OCTOBRE 2021

Les préparatifs de la 26e Conférence des parties (COP 26) sur le changement climatique, du 1er au 12 novembre à Glasgow (Ecosse), battent leur plein. Le ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd) entend porter à ce sommet climatique la voix des Vondron'olona ifotony (VOI), les acteurs principaux de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources naturelles au niveau local. Dans cette perspective, la ministre Baomiatse Vahinala Raharinirina et

David William Ashley, ambassadeur du Royaume-Uni à Madagascar, sont allés à la rencontre des VOI et gestionnaires de la Nouvelle aire protégée (Nap) de Mangabe Ranomena Sahasarotra. Cette rencontre a permis aux deux parties d'échanger autour des défis de la préservation des forêts restantes, de la lutte contre la destruction et les feux de brousse, du partage de responsabilité entre les gestionnaires de la NAP, les VOI et l'Etat, des moyens de subsistance de la population qui dépend

majoritairement de la forêt, des impacts du changement climatique, de la place des femmes dans la conservation...

« Il est nécessaire d'améliorer la mobilisation des partenaires internationaux, sur l'importance des actions des VOI dans la conservation des aires protégées et les avantages qu'ils devraient bénéficier en retour », a souligné Baomiatse Vahinala Raharinirina.